

Les abus et les brutalités subies par les migrants sub-sahariens persistent

En septembre dernier, s'appuyant sur le rapport du Conseil national des droits de l'homme (CNDH) remis à Mohamed VI, et intitulé « Étrangers et droits de l'homme au Maroc : pour une politique d'asile et d'immigration radicalement nouvelle », un plan d'action pour une nouvelle politique migratoire « humaniste, responsable et pionnière au niveau régional » avait été mis en œuvre.

Cependant, dans un rapport publié le 10 février 2014, l'ONG Human Rights Watch s'indigne des violations des droits dont sont toujours victimes les migrants d'origine subsaharienne au Maroc. L'ONG note que malgré les efforts déployés par le Maroc ces derniers mois, les migrants subissent toujours des mauvais traitements de la part des forces de l'ordre marocaines.

Alors que les migrants d'origine subsaharienne vivent déjà dans des conditions très précaires, généralement dans des camps de fortune autour des villes frontalières entre le Maroc et l'Algérie, mais également autour des enclaves espagnoles de Ceuta et de Melilla, ces violations aggravent encore leur situation de vulnérabilité. Le rapport mentionne qu'il arrive que les forces de l'ordre au nord du pays « battent, abusent et volent » les migrants qui tentent de passer en Espagne, tandis que les autorités marocaines privent les migrants de leurs droits fondamentaux, notamment le droit de consulter un avocat, le droit d'être informés de leur expulsion imminente, le droit de faire appel contre cette décision et le droit de recevoir l'assistance d'un interprète si nécessaire.

Cependant, le rapport pointe également du doigt la Guardia Civil espagnole, qu'il accuse d'avoir eu recours, à de nombreuses reprises, à une force excessive à l'encontre des migrants tentant d'entrer dans Melilla et d'avoir procédé à des reconduites sommaires à la frontière marocaine.

Human Rights Watch exhorte donc le Maroc à « remédier aux violations décrites dans ce rapport dans le cadre de sa nouvelle politique d'immigration », mais également le gouvernement espagnol « à faire en sorte que les migrants ne soient pas expulsés arbitrairement, y compris à la frontière ». Enfin, l'organisation appelle l'Union européenne « à mener des enquêtes et à surveiller le traitement par le Maroc des migrants qui tentent de traverser ce pays pour entrer sur le territoire européen, et de garantir la conformité aux normes de l'UE et au droit international relatif aux droits humains de toute coopération entre l'UE et ses États membres et le Maroc ».

Pour plus d'information, consultez [la version abrégée](#) (en français), [la version complète](#) (en anglais) du rapport de HRW ou encore [l'article de H24info](#) (en français).